



Darfour : Desmond Tutu et Jody Williams débattent avec les députés européens

Deux lauréats du Prix Nobel de la Paix, pour appeler à la paix dans la région soudanaise du Darfour : l'ancien archevêque sud-africain Desmond Tutu, célèbre pour son combat contre l'apartheid, et Jody Williams, initiatrice d'une campagne contre les mines antipersonnel, étaient présents au Parlement le 5 juin pour débattre avec les députés. Tous deux ont plaidé pour des sanctions à l'encontre du gouvernement de Khartoum. Retour sur les discussions et entretiens exclusifs, dans ce dossier.

Voilà près de quatre ans que la région du Darfour, au Soudan, est en proie à une guerre civile effroyable, causant une crise humanitaire parmi les plus graves au monde, selon l'Organisation des Nations Unies (ONU). Plus de 200 000 personnes auraient déjà trouvé la mort et 2,5 millions ont été déplacés.

En 2003, des rebelles prennent les armes au Darfour, accusant le gouvernement de les négliger. En réaction, le gouvernement de la capitale Khartoum arme à son tour des milices arabes, qui tuent, violent et pillent des centaines de milliers de civils. En mai 2006, un accord est pourtant signé entre le gouvernement et les factions rebelles : mais sur le terrain, la sécurité ne s'améliore pas.

Le 25 mai dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté un plan pour créer une force internationale de maintien de la paix au Darfour. Mais le gouvernement de Khartoum refuse toute ingérence internationale. Et le conflit menace de s'étendre aux pays voisins, le Tchad et la République centrafricaine.

Mardi 5 mai, une conférence exceptionnelle des Présidents, ouverte à tous les députés, s'est tenue au Parlement, pour faire le point sur la situation et sur les moyens d'agir. C'est à cette occasion que nous vous proposons ce dossier. Cliquez sur les liens ci-dessous pour lire les articles correspondants.

L'Europe doit s'engager concrètement pour le Darfour, selon les deux Prix Nobel

Mardi après-midi, deux lauréats du prix Nobel de la Paix sont venus présenter aux députés européens leurs opinions sur la situation au Darfour. L'ancien archevêque d'Afrique du Sud, Desmond Tutu, célèbre pour sa lutte contre l'apartheid, avait précédemment appelé à des sanctions de l'ONU contre le gouvernement soudanais. Quant à la pacifiste américaine Jody Williams, elle vient de revenir de la région soudanaise, où elle s'est rendue au nom de l'ONU. Compte-rendu d'une après-midi de débats.

Lors de leurs interventions, Jody Williams et Desmond Tutu ont tous deux plaidé pour l'imposition de sanctions contre Khartoum, qui refuse toujours le déploiement d'une force de paix de l'ONU dans la région du Darfour, en proie à la guerre civile.

Desmond Tutu : « n'abandonnons pas ! »

Le célèbre archevêque sud-africain a d'abord rendu hommage aux dirigeants européens pour se pencher sur « l'exemple le plus terrifiant d'inhumanité », avec son lot de tueries, de viols, de destructions. Il les a également remerciés de ne pas avoir été touchés par la « *fatigue des donateurs* » et le pessimisme.

« *Je suis fier d'être africain* », malgré la situation « *profondément douloureuse* » au Darfour, a-t-il ajouté. Pour faire pression sur le gouvernement soudanais, il a proposé l'approche de la carotte et du bâton, tout en renforçant la présence de l'Union Africaine et de l'ONU sur place.

Selon l'ancien archevêque, il faut convaincre les rebelles de travailler ensemble, pour leur intérêt commun. La Chine influence beaucoup le gouvernement de Khartoum : les prochains jeux olympiques qui doivent se tenir à Beijing doivent être exploités par les européens pour la contraindre à ne plus le faire. Desmond Tutu a ajouté que l'UE devait exiger de Khartoum :

- l'accès sans entrave d'une force onusienne de maintien de la paix à la région ;
- le désarmement des janjawid (les milices arabes responsables des massacres au Darfour) ;
- l'accès total de l'aide humanitaire aux populations.

La fin du régime de l'apartheid en Afrique du Sud peut être porteur d'espoir, a enfin rappelé l'ancien archevêque : « *n'abandonnons pas, le changement peut avoir lieu, à Khartoum* ».

Jody Williams : « n'attendez pas le reste du monde » pour agir

« *Combien de fois ont-ils menti ?* », a demandé l'activiste Jody Williams à propos du gouvernement de Khartoum, appelant à être très prudents face aux affirmations soudanaises. Malgré le génocide au Rwanda, après lequel le monde entier avait dit « plus jamais », la communauté internationale a, selon Jody Williams, échoué à protéger la population au Darfour.

Elle a donc suggéré à l'UE de faire pression pour une initiative de paix coordonnée et unifiée, mais aussi de s'engager unilatéralement : « *Je ne pense pas que l'UE devrait attendre un consensus illusoire au Conseil de sécurité de l'ONU (...) N'attendez pas le reste du monde!* », a-t-elle lancé.

Elle a également appelé l'UE à :

- s'engager pleinement pour fournir une assistance et une médiation ;
- soutenir les forces de paix de l'Union africaine ;
- exercer une pression sur la Chine et le Japon, qui investissent au Soudan ;
- isoler politiquement et économiquement le Soudan ;
- rassembler les groupes rebelles en dehors du Soudan pour les amener à négocier : tant qu'ils ne sont pas rassemblés, aucune négociation n'est possible ;
- ne pas oublier le reste du monde : « *quand vous parlez du Darfour, vous parlez de la Birmanie !* », a-t-elle martelé.

Les groupes politiques réagissent...

L'allemand Jürgen Schröder s'est exprimé au nom du **Parti Populaire Européen-Démocrates Européens**, interpellant Desmond Tutu : « *Quand le mur de Berlin existait encore, on citait fréquemment votre nom. Nous avons entendu parler de la transition pacifique dans votre pays : on en a eu finalement une* ». Il a indiqué que le Parlement européen enverrait bientôt une délégation au Darfour et a appelé à accroître les critiques à l'égard de la Chine.

Le Darfour est une « *histoire tragique de promesses non-tenues* », a renchéri la britannique Glenys Kinnock, au nom du **Parti Socialiste Européen**. Elle a rappelé la nécessité de poursuivre en justice les auteurs de crimes car « *l'impunité empêche de surmonter les cicatrices* » de la guerre. Elle s'est dite favorable à des sanctions ciblées mais a insisté sur l'urgence d'appliquer le cessez-le-feu et d'autoriser les humanitaires à travailler dans le pays.

Graham Watson, de l'**Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe**, a soutenu lui aussi la proposition de sanctions ciblées : « *si nous restons passifs, nous sommes du côté de l'opresseur* ». Il a proposé que l'Europe propose un « *plan Marshal à l'Afrique* », en commençant par le Darfour.

L'**Union pour l'Europe des Nations**, représentée par le polonais Ryszard Czarnecki, a rappelé que le Darfour ne pouvait pas attendre, et que l'absence de réaction de l'Europe était une honte, un signe de négligence : « *notre inaction est un déshonneur* », a-t-il conclu.

Le coprésident du groupe des **Verts/Alliance Libre Européenne**, Daniel Cohn Bendit, a lancé : « *Le seul moyen d'influencer la Chine positivement est d'influencer les jeux olympiques. On ne peut pas d'un côté organiser les jeux de la paix dans le monde et de l'autre soutenir le gouvernement de Khartoum* ». Il a ainsi proposé que les peuples du monde affirment clairement qu'ils ne se rendront pas aux jeux olympiques « *si la population du Darfour continue à périr* ».

Luisa Morgantini, de la **Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique**, a cité le livre de Christa Wolf intitulé « *Cassandra* », dans lequel il est écrit qu'« *entre tuer et mourir, il y a une troisième option : vivre* ». Elle a ajouté que le problème principal du Darfour était la pauvreté, du fait de l'incapacité du gouvernement à répondre aux besoins de la population et à faire de bons choix politiques.

« *Le monde entier a le devoir de protéger les civils du Darfour, en particulier les enfants* », a enfin expliqué la slovaque Irena Belohorská, des non-inscrits. Elle a concentré son discours sur les enfants dans les camps de réfugiés, qui souffrent souvent de faim, de violence et d'intolérance.

Le mot de la fin aux Prix Nobels de la Paix...

Jody Williams : « *Si vous vous préoccupez de la situation mais ne faites rien pour agir et la changer, alors économisez vos émotions...Allez plutôt prendre une bière et regarder un match de football* ».

Desmond Tutu : « *Je vous en prie, agissez. Redonnez de l'espoir, et pas seulement dans les discours* ».

Rencontre avec Jody Williams : "la communauté internationale a le devoir d'agir"

En 1997, l'américaine Jody Williams était la dixième femme de l'histoire du Prix Nobel de la Paix à recevoir le précieux sésame. Initiatrice et coordinatrice de la Campagne Internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel terrestres, elle a permis de faire du projet de Traité d'interdiction de ces mines une réalité -le fameux Traité d'Ottawa, signé par 155 pays. Jody Williams se bat désormais pour le Darfour : elle s'y est récemment rendue, au nom de l'ONU. Nous l'avons rencontrée.

En moins de 7 ans, votre coalition d'Organisations Non Gouvernementales - la Campagne Internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel- est parvenue à engager 155 pays dans un Traité d'interdiction de ces mines. Est-ce que ce « pouvoir citoyen » peut fonctionner pour le Darfour ?

« Probablement pas de la même manière. Le traité d'interdiction des mines antipersonnel était très spécifique : voilà pourquoi nous avons pu mettre la pression sur les gouvernements pour négocier un traité précis. Dans le cas du Darfour, il n'y a pas de pression internationale consistante sur le gouvernement de Khartoum pour qu'il stoppe sa guerre contre l'insurrection. Il fait donc ce qu'il veut. Tant qu'il n'y a pas cette pression internationale, Khartoum continuera à mentir.

Le pouvoir citoyen fonctionne très différemment du pouvoir des Etats. Les gouvernements sont soit incapables soit réfractaires à exercer leur responsabilité de protection des populations, comme cela est souligné dans au moins 3 résolutions des Nations unies. Les gens sont prêts à exercer leur pression : par exemple un certains nombres d'Etats fédéraux aux Etats-Unis ont retiré leurs fonds de pension des entreprises qui font du business avec Khartoum et sont donc complices de la guerre. Je crois que nous allons accroître la pression internationale sur les entreprises. »

Comment expliquez-vous que la tragédie du Darfour capture moins l'attention du monde que d'autres conflits ?

« Aux Etats-Unis, le Darfour a une forte visibilité. Selon moi, le manque mondial d'attention est surtout révélateur de l'échec total de la communauté internationale à exercer sa « responsabilité de protéger » (élaborée au Sommet du Millénum en 2000). Premièrement, cette responsabilité renvoie à la protection par un Etat de ses propres citoyens, contre le nettoyage ethnique, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide. Mais si un Etat n'est pas capable de protéger sa propre population, alors la responsabilité en incombe à la communauté internationale.

Tout cela est le résultat du génocide au Rwanda, après le monde entier a dit « plus jamais ». Mais « plus jamais » ne semble pas s'appliquer au Darfour. Il y a quelque chose de biaisé lorsqu'une communauté internationale fait des annonces mais ne les fait pas suivre d'effets. S'ils n'assument pas, alors ils devraient plutôt se taire. »

L'inaction de la communauté internationale est une chose, mais ne pensez-vous pas que certains pouvoirs extérieurs partagent la responsabilité de ce désastre humain au Darfour ?

« Ils ne partagent pas la responsabilité de l'origine de ce désastre, mais il en partagent une part s'ils continuent à investir à Khartoum. La Chine le fait, le Japon aussi : c'est un gros client du pétrole soudanais. La Chine est un des plus gros investisseurs au Soudan et aussi un gros consommateur de son pétrole. Les entreprises et les actionnaires ont aussi leur part de responsabilité. L'attitude selon laquelle « si nous n'investissons pas, d'autres le feront » est proprement inacceptable. Où est la moralité là-dedans ?

Jusqu'à récemment, la Chine insistait sur sa politique de non-interférence. Mais ce qui a semble-t-il heurté ses nerfs au plus haut point, c'est un éditorial récent paru dans le Wall Street Journal. Il était titré « Les jeux Olympiques du Génocide » et était écrit par l'ambassadrice de bonne volonté de l'UNICEF, Mia Farrow. Je

pense que ce débat est tout à fait approprié, tant que la Chine ne s'engage pas plus fermement envers Khartoum pour mettre fin à l'impunité et exiger le changement. »

Vous étiez au Parlement européen il y a deux ans à l'occasion de la « Journée d'information sur les mines antipersonnel ». Vous êtes à nouveau ici aujourd'hui : que peut faire le Parlement, concrètement, pour contribuer à rendre notre monde plus humain ?

« Je peux vous répondre honnêtement ? Je suis fatiguée d'entendre les plaintes européennes à propos des Etats-Unis plutôt que d'adopter une attitude unie. Lorsque les Etats-Unis demandent à l'Europe de sauter, elle répond : « à quelle hauteur ? ». Si l'Union Européenne veut réellement être un contrepoids aux Etats-Unis, elle doit en être réellement un !

La posture publique sans action consistante derrière ne sert à rien. Je suis vraiment fatiguée de la rhétorique qui n'est pas suivie d'action concrète, que ce soit de la part des Etats, des individus ou des ONG. Les gouvernements doivent représenter les opinions de leurs populations, c'est-à-dire qu'ils doivent agir ! »

De nombreuses célébrités s'engagent pour le Darfour : ne devient-il pas une cause « à la mode » ? Pensez-vous que c'est une bonne chose ?

« Les célébrités ont tout à fait le droit de s'engager. Elles peuvent apporter une contribution réelle à la situation. Cependant, je n'aime pas que des personnalités qui ne connaissent pas la situation s'impliquent et soient entendues avant les autres. Dans le cas des mines antipersonnel, nous avons pris la décision réfléchie de ne pas les impliquer. Cela peut empêcher au public de comprendre le réel travail effectué par les activistes, au jour le jour. »

Rencontre avec Desmond Tutu : "L'Afrique peut renaître de ses cendres"

Leader de l'opposition au régime ségrégationniste de l'apartheid en Afrique du Sud, dans les années 1980, l'ancien archevêque Desmond Mpilo Tutu force le respect. A 76 ans, ce lauréat du Prix Nobel de la Paix parcourt encore le monde pour défendre les valeurs humanistes. Mardi 5 juin, il était au Parlement pour débattre du conflit du Darfour avec les députés : « une des situations les plus terrifiantes au monde », selon lui. Nous l'avons rencontré pour discuter du Darfour, et de l'Afrique en général.

En quoi les débats au sein du Parlement européen, auxquels vous avez accepté de participer aujourd'hui, peuvent-ils aider la population au Darfour ?

« La situation au Darfour est l'une des plus terrifiantes au monde. Et le Parlement européen est l'une des institutions les plus importantes au monde : s'il veut attirer l'attention sur l'une des situations les plus horribles de la planète, il le peut. Je suis heureux de participer à toute initiative qui pourrait améliorer la situation. »

On estime que plus de 200 000 personnes ont été tuées et 2,5 millions ont été déplacées depuis le début du conflit. L'UE apporte une aide humanitaire de plusieurs millions d'euros dans la région et soutient la mission de l'Union africaine. Que peut-elle faire de plus ?

« Bien sûr il faut apporter un soutien considérable aux forces de paix de l'Union Africaine. Elles sont incapables d'être efficaces. D'abord parce qu'elles ne sont pas suffisamment nombreuses et qu'il est donc important que les Nations Unies les augmente significativement. Ensuite parce qu'elles sont paralysées par leur manque de moyens.

Voilà pourquoi nous espérons encourager l'Union Européenne (UE) à accroître son soutien à cette force de paix, afin qu'elle soit efficace dans sa tâche la plus essentielle : protéger la population civile, et en particulier les femmes, les enfants, et les personnes âgées (comme moi !). »

Vous avez reçu le Prix Nobel de la Paix en 1984 pour avoir lutté contre l'apartheid et pour la paix en Afrique du Sud. Le régime de l'apartheid s'est effondré : quels sont les défis auxquels sont maintenant confrontés l'Afrique du Sud et le continent africain dans son ensemble ?

« Bien sûr il est important de souligner les victoires : nous avons surmonté l'apartheid en Afrique du Sud, et le colonialisme dans de nombreux pays africains. Mais les défis restent nombreux.

L'Europe est plutôt prospère et pacifiée, mais elle a dû surmonter une histoire difficile : l'holocauste, les dictatures en Espagne, au Portugal et en Grèce, et -très récemment- le nettoyage ethnique. La situation est encore fragile en Irlande du Nord.

Tout comme l'Europe a réussi à se relever, telle un Phénix renaissant de ses cendres, l'Afrique pourra elle aussi renaître de ses cendres pour relever tous les défis complexes auxquels elle est confrontée. L'un des plus sérieux, c'est le virus du sida. C'est aussi le changement climatique, qui fait de la malaria une menace réelle pour la plupart des africains et qui exacerbe les problèmes comme la rareté de l'eau, les inondations, et le manque de production agricole. Tous ces problèmes vont aggraver l'instabilité du continent à long terme. Si nous pouvons affronter ces problèmes tout comme nous avons affronté l'apartheid, alors nous les surmonterons.

Enfin, il y a le problème de la corruption. Certains gouvernements ne rendent pas de compte ; on a vu des choses terribles se passer au Zimbabwe, par exemple. Nous espérons que toutes les initiatives en cours aideront l'Afrique à retrouver sa gloire passée. »